

L'EMPLOI POUR REUSSIR

françaises, de leurs salariés, de leurs ressources, de leurs moyens matériels et humains, des crédits des institutions publiques et nationalisées !

Moderniser de façon efficace, cela ne veut pas dire seulement financer les investissements productifs des entreprises pour qu'elles achètent des machines modernes. En effet, les entreprises peuvent, même avec des aides financières nouvelles importantes, comme celles du plan **Productique** par exemple, utiliser une partie de leurs propres ressources et d'autres crédits pour l'accumulation financière et les fuites à l'extérieur au détriment des investissements matériels et encore plus au détriment de la production et de l'emploi. Les gâchis financiers élèvent d'ailleurs les prix des matériels et poussent à leurs importations excessives. On peut ainsi aider à licencier, en remplaçant des hommes par des équipements nouveaux en raison d'un débouché déprimé, mais que l'on déprime ce faisant encore plus. Nous devons au contraire nous battre contre les gâchis financiers et matériels pour avoir davantage de ressources afin de relancer la production réelle. Avec cette production efficace accrue, reconquérir le marché intérieur, enfoncé par des importations excessives, et accroître ainsi les débouchés des entreprises françaises. Accroître l'emploi, non seulement en qualité, mais en quantité. Reconquérir et aussi faire grandir le débouché intérieur par l'emploi efficace augmentant la demande.

Amorcer ainsi une sortie graduelle de la dépression durable des débouchés intérieurs, par le développement des emplois et des investissements matériels efficaces.

Au contraire des investissements accompagnés de licenciements minant les débouchés intérieurs pour les productions nouvelles. Cela pousse à réduire encore par la suite l'investissement productif, la production et l'emploi de demain. Au lieu de préparer les emplois de demain, comme on le prétend encore en oubliant qu'on le disait déjà sous Giscard d'Estaing.

Tout cela suppose que l'on développe la **coopération entre entreprises françaises** de façon nouvelle. Coopération pour accroître leurs débouchés réciproques. Coopération pour donner beaucoup plus d'ampleur et d'efficacité aux dépenses pour la recherche, le développement des nouveaux produits, la formation. Ces dépenses de « matière

grise », comme on dit, sont la base des nouvelles technologies. Mais elles sont amputées par les prélèvements financiers. Et leur coût par unité de produit est augmenté si la production réelle ne croît pas assez.

Il convient de développer aussi une nouvelle **coopération internationale** des entreprises françaises. Ne pas épuiser nos ressources financières tout en augmentant l'endettement de la France, pour des prises de contrôle monopolistes multinationales afin de dominer des créneaux étroits ou encore de suivre des géants américains sur des créneaux étroits. Chercher au contraire des coopérations par des **co-productions**, en évitant les dépenses de contrôle, tout en accroissant ainsi le débouché et en répartissant les efforts de recherche et de développement. Ne pas chercher à dominer financièrement et commercialement, c'est aussi ne pas endetter les pays avec lesquels on coopère et favoriser la croissance de leur propre production.

Cela peut rendre durable la croissance des débouchés réciproques. On peut citer l'exemple de l'**Airbus** en Europe, mais aussi des coopérations nouvelles dans le transport avec l'Algérie ou les télécommunications avec l'Inde. On peut chercher à promouvoir de telles coopérations avec les pays en voie de développement, des pays socialistes, les pays d'Europe occidentale. Et mieux résister ainsi aux dominations des sociétés américaines et japonaises, y compris par d'autres coopérations avec elles.

Evidemment, tout cela ne suppose pas seulement une politique industrielle plus efficace au plan gouvernemental. Cela suppose encore une autre politique de financement et d'autres comportements bancaires — utilisant notamment d'autres critères que la rentabilité financière pour la sélectivité du crédit. Nous avons précisément attiré l'attention sur cette question dans le Colloque dont les travaux sont publiés dans cette livraison. Cela exige aussi l'intervention de toutes les catégories des travailleurs pour lutter pour des propositions constructives dans les entreprises et pour prendre en charge, avec des initiatives créatrices, les mutations technologiques, en s'appuyant sur de nouveaux critères d'efficacité sociale des gestions.

P. B.